

L'industrie chimique en 2014

Deux récents rapports parus en juillet dernier, d'abord de la DGE (Direction générale des entreprises) puis de l'UIC (Union des industries chimiques), viennent de donner un éclairage intéressant sur la santé de l'industrie en général pour le premier, et de la chimie en France en 2014 pour le second.

La production manufacturière en Europe a progressé et s'est stabilisée en France après deux années de baisse. Elle a profité de contextes favorables : l'effondrement du prix du pétrole entre juin 2014 et janvier 2015 (près de 50 %), et la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar (11 % fin 2014 et 21 % en mars 2015) (figure 1).

Ce contexte et l'attaque des marchés extérieurs ont dopé la production de certaines industries : l'automobile (+ 4 %, après deux ans de marasme), et la chimie : + 3,5 %, grâce à la reprise des exportations, en particulier des produits agrochimiques vers les États-Unis et le Brésil. Il faut noter que depuis 2010, le dynamisme de croissance de la chimie est régulier : + 14 % en quatre ans (figure 2).

Pour sa part, l'UIC rappelle que la chimie française, avec un chiffre d'affaires de 82,4 milliards d'euros (Md€), figure au 2^e rang européen et au 6^e mondial. Si le déficit de la balance commerciale de la France s'est heureusement stabilisée (34,7 Md€ en 2014), avec une amélioration de 460 M€ par rapport à 2013, la chimie a pris sa part à ce progrès avec 54,7 Md€ à l'exportation et un solde positif de 7,4 Md€.

Ces résultats économiques témoignent d'une amélioration de la compétitivité sur les prix des produits. Toutes les industries ne bénéficient pas de cette double conjonction – baisse du baril de pétrole et dépréciation de l'euro –, en fonction de la dépendance du prix de fabrication du produit au pétrole et des composantes importées en dehors de la zone euro. Ainsi pour le raffi-

nage, le - 42 % est partiellement compensé par le + 19 % dû à la dépréciation de l'euro. De même, pour la chimie qui consomme une part importante de matières premières issues des produits raffinés (le naphta), le gain de - 15 % est à mettre en balance avec le + 8,5 % dû à la dépréciation de l'euro sur les marchés. L'équilibre est moins favorable pour la pharmacie où la baisse de - 4,3 % ne compense pas la hausse à répercuter de + 7 %.

Globalement pour l'industrie manufacturière, les économistes montrent que l'impact combiné de la baisse du prix du pétrole et de l'euro de juin 2014 à mars 2015 sur les prix de production est quasi nul (- 0,3 %). Cependant, sur les marchés extérieurs, la hausse des prix a mieux profité aux industries traditionnellement exportatrices comme l'automobile et la chimie, même si certains producteurs peuvent avoir été tentés par une prise de bénéfices immédiate en augmentant leurs prix en euro.

Quelle évolution pour les marges ? Avec les effets combinés du prix du pétrole et de l'euro s'ajoutent deux évolutions. Tout d'abord, une hausse modérée du coût horaire dans l'industrie : + 0,8 %/an entre 2012 et 2014, contre 2,4 %/an de 2008 à 2012. En 2014, les coûts industriels salariaux français et allemands sont revenus à égalité (37 €/h), alors qu'en 2012 l'écart était de 1,2 € ; ils restent cependant parmi les plus élevés d'Europe.

La seconde évolution tient aux premiers effets modérateurs des charges dues au CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi). Elles sont les facteurs positifs d'un redressement des marges qui s'établit à 32,6 % en moyenne, proche du taux d'avant crise (33 %). Pour la chimie et la plasturgie, on passe d'environ 29 % en 2013 à 31,5 % en 2014. Ces améliorations, confortées par une baisse des taux d'intérêt, permettent de renouer avec

l'investissement qui avait stagné au-dessous des niveaux d'avant crise et a augmenté globalement de 1,6 % en 2014 ; il est de 2,6 % pour la chimie où il représente 3,1 Md€, soit 18 % de la valeur ajoutée.

Reste un point noir dans ces bilans : alors que l'emploi des salariés s'est redressé en Europe (+ 34 000 en Allemagne, + 13 000 en Espagne...), il s'est replié en France, avec une perte de 42 000 emplois directs, faiblement compensée par une reprise de l'intérim (+ 9 000). La plupart des secteurs concernés, dont l'automobile (- 11 000 postes avec un recul de 5,1 %). La chimie (156 000 salariés) perd environ 1 200 postes (0,8 %), mais elle a par ailleurs 4 500 jeunes en contrat professionnalisant ou d'apprentissage. Il faut noter qu'en France l'emploi est peu sensible à l'activité, alors que dans tous les autres pays européens, quand la production s'accélère, la dynamique de l'emploi l'accompagne. Faut-il y voir une exception et la complexité française du droit du travail ?

L'UIC pointe du doigt une pression fiscale excessive (près de 45 % des marges de l'industrie), les prélèvements obligatoires représentant en France 25,8 % de la valeur ajoutée (16,5% au Royaume-Uni, 15 % en Allemagne). L'inflation réglementaire, non seulement européenne, et les transpositions hexagonales plus contraignantes se montent maintenant à plusieurs milliers de textes, entraînant un coût cumulé compris entre 200 et 400 M€ annuels et une rigidité mortifère à la création de nouvelles unités. On peut affirmer que le secteur de la chimie est fragile, avec une compétitivité des coûts face aux États-Unis à restaurer, une innovation industrielle faible, et une dispersion des sites en France souvent de tailles critiques.

Jean-Claude Bernier

Août 2015

Évolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar

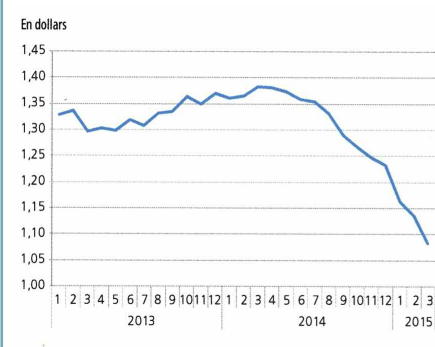


Figure 1 - Dépréciation de l'euro et variation du prix du pétrole en 2014 (source : Insee). © DGE.

Évolution du prix du baril de pétrole et des produits raffinés en France

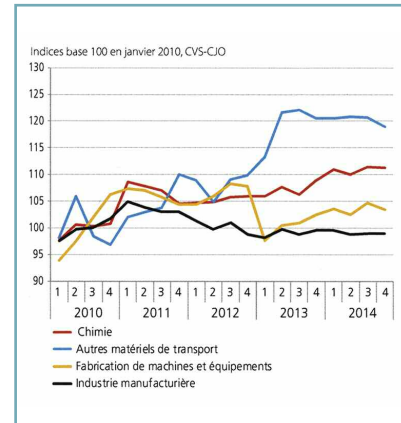
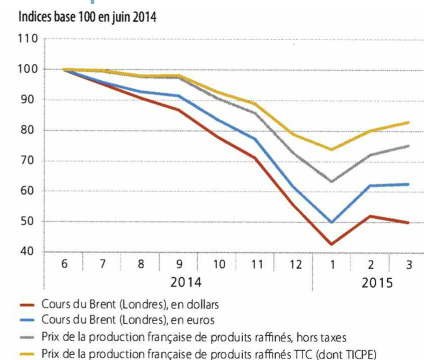


Figure 2 - Branches industrielles en croissance (2010-2014). © DGE.